ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

VISANT À LEVER LES CONTRAINTES À L'EXERCICE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR -
(N° 856)

AMENDEMENT

N ° CE624

présenté par

Mme Grangier, M. Amblard, M. Barthès, M. de Lépinau, M. Falcon, M. Gabarron, M. Golliot,
Mme Laporte, M. Le Bourgeois, M. Meizonnet, M. Rivière, M. Tivoli, M. Vos, M. Weber et
M. Loubet

ARTICLE 3

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Après l'alinéa 6, insérer les deux alinéas suivants :

b *ter*) Après le premier alinéa du III, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Afin de garantir une meilleure prise en compte des enjeux locaux, les communes concernées par le projet sont systématiquement consultées en amont de l'organisation de la consultation du public. L'avis des conseils municipaux des communes impactées doit être joint au dossier soumis au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à renforcer le rôle des collectivités locales dans la concertation publique préalable à l'implantation de projets d'élevage. Trop souvent, les éleveurs doivent composer avec des décisions imposées sans une réelle prise en compte des spécificités locales. Cet amendement garantit que l'avis des communes sera pris en compte dès le début du processus.